

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 30/06/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CMSE - CARRIERES & MATERIAUX SUD-EST**

855 rue René Descartes  
13100 Aix-en-Provence

Références : UD-R-SSDAS-23-094-LL  
Code AIOT : 0010600138

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/06/2023 dans l'établissement CMSE - CARRIERES & MATERIAUX SUD-EST implanté 13 Route de Lyon - BP164 69791 Saint-Priest. L'inspection a été annoncée le 25/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CMSE - CARRIERES & MATERIAUX SUD-EST
- 13 Route de Lyon - BP164 69791 Saint-Priest
- Code AIOT : 0010600138
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site CMSE de Saint-Priest est depuis 1997 une plateforme de maturation et de tri de mâchefers en provenance d'usines d'incinération des ordures ménagères et déchets assimilés de l'agglomération de Lyon. Des opérations de séparation des métaux, broyages, criblages et tri des

fractions imbrûlées sont réalisées sur site, sur une emprise d'environ 9000 m<sup>2</sup>. Ce site est inclus dans une plate-forme logistique et tertiaire du groupe Perrier TP, lui-même rattaché au groupe COLAS.

Début 2023, le site a été équipé d'une nouvelle installation de tri automatisé des métaux non ferreux de faible granulométrie. Le site a traité 20 500 t en 2022 (25 800 t en 2021, 16 000 t en 2020). En 2023, le site reçoit les mâchefers de NEOVALY (UIOM Lyon Nord). Le groupe SUEZ, assurant la délégation d'exploitation de NEOVALY pour le Grand Lyon, est aussi chargé de la commercialisation de la grave de mâchefer valorisable en technique routière, au départ du site CMSE St-Priest. CMSE assure la commercialisation pour son compte des métaux ferreux et non ferreux extraits des mâchefers sur son site.

Le site est initialement réglementé par un arrêté préfectoral de 1997. L'arrêté préfectoral complémentaire de 2014 a actualisé les rubriques, la rubrique 2716 autorise la présence maximum de 25 000 m<sup>3</sup> de mâchefers sur site. Compte tenu des quantités de mâchefers traités sur site, le site relève également de la Directive européenne IED (grands sites industriels), au titre de la rubrique 3532.

Chaque lot de mâchefer est constitué d'un mois d'apports stocké en tas à l'air libre. Du fait de la durée importante d'entreposage sur une surface limitée, les tas sont parfois contigus. Le lot conserve son numéro (mois-année) avant et après passage sur la chaîne de criblage et extraction des métaux.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Hauteur des tas	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13, IV	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Durée de stockage des mâchefers ou des graves sur site	Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 10	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Risques d'envols et poussières	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 22	/	Sans objet
4	Registre des exutoires de valorisation de la grave de mâchefer	Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 11	/	Sans objet
5	Fiche environnementale de la grave de mâchefer sortante	Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 11	/	Sans objet
6	Système de management environnemental	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.1	/	Sans objet
7	Modernisation du site « IED » -Eaux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 6.3	/	Sans objet
8	Fréquence de contrôle rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.3 B	/	Sans objet
9	Emissions dans l'eau	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 8	/	Sans objet
10	Air - émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 5.1.2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site CMSE TP a fait l'objet d'une modernisation début 2023 par l'ajout d'une installation de sur-tri des métaux non-ferreux. L'exploitant est informé de la mise en conformité nécessaire, d'ici fin 2023, s'agissant de la décantation des eaux de ruissellement, avant rejet dans le réseau du Grand Lyon. Une vigilance particulière doit également s'appliquer au respect de la hauteur d'entreposage et de la limitation de la durée de l'entreposage, en lien avec SUEZ, fournisseur du mâchefer et chargé de la recherche d'exutoire de la grave de mâchefer préparée sur ce site.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Hauteur des tas**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13, IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, poussières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.). La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.
<p><b>Constats :</b> Lors de la visite, l'exploitant indique la présence de 17 140 t de mâchefers à traiter et de 1143 t de graves de mâchefer traitées. Le lot mensuel le plus ancien date de mars 2022. Exprimé en volume, avec une densité de 1,6 tonne par m<sup>3</sup>, le site contient environ 11400 m<sup>3</sup>. Alors que la quasi-totalité de l'espace disponible est utilisé pour l'entreposage, l'Inspection note un écart important avec le maximum théorique autorisé qui semble sur-estimé à 25 000 m<sup>3</sup>. En effet, la capacité maximum réelle d'entreposage de mâchefer du site semble proche d'être atteinte lors de la visite puisqu'il faut préserver des voies d'accès et ne pas mélanger les lots mensuels entre eux. La surface utile d'entreposage semble proche de 6000 m<sup>2</sup> au sol, sur un total de 9000 m<sup>2</sup> comportant les pistes et les installations de tri.</p> <p>Outre la surface réelle disponible, le deuxième facteur limitant est la hauteur des tas qui ne doit pas dépasser 6m. Lors de la présente visite, leur hauteur dépasse à plusieurs endroits les 6 m, notamment pour les lots 2301 et 2302, dont la hauteur est estimée à 8 m. L'exploitant indique que le risque d'envol est selon lui limité par la formation d'une croûte en surface des tas, mais il reconnaît que plus la hauteur est grande, plus le risque d'envol hors site est important.</p> <p>Suite à la présente visite, l'exploitant a transmis le 28/06/2023 une nouvelle procédure interne d'auto-contrôle de la hauteur des tas maximum à 6 m, basée sur la hauteur maximum du godet du chargeur utilisé sur site. En outre, l'exploitant s'engage à rabattre sous 1 mois la hauteur des tas excédentaires. Pour mémoire, ce point de contrôle peut faire l'objet à tout moment d'une visite inopinée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 2 : Durée de stockage des mâchefers ou des graves sur site**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 10
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La phase d'élaboration au sein de l'installation de maturation et d'élaboration (IME) comprend a minima un tri permettant d'extraire les matières indésirables dans le matériau routier, en particulier les métaux et les imbrûlés de grande taille. La durée de la phase d'élaboration ne peut excéder un an. La phase de formulation ne peut envisager le mélange de matériaux alternatifs élaborés à partir de lots périodiques issus de plusieurs installations de traitement thermique de déchets non dangereux. La durée de stockage dans l'installation des matériaux alternatifs ou routiers ne peut excéder trois ans.
<b>Constats :</b> Chaque apport de mâchefers de NEOVALY appartient à un lot mensuel stocké en tas sur la plate-forme. Le plus ancien lot présent, en attente de traitement, est de mars 2022. Le délai de 12 mois pour la phase d'élaboration est donc dépassé à la date de la présente visite. L'exploitant indique avoir subi un décalage temporel du fait de la mise en service au printemps 2023 de son installation de sur-tri des mâchefers, visant à en extraire les non-ferreux de faible granulométrie. D'autre part, l'exploitant indique dépendre de SUEZ pour la commercialisation de la grave de mâchefer en technique routière. L'exploitant s'engage désormais à respecter ce délai de 1 an pour l'élaboration de la grave de mâchefer. Un tableau de suivi centralise la traçabilité de chaque lot, depuis son arrivée sur site CMSE jusqu'à sa commercialisation sur chantier TP par SUEZ, pour le compte de CMSE.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Risques d'envols et poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, poussières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : <ul style="list-style-type: none"><li>- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;</li><li>- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ;</li><li>- s'il est fait l'usage de bennes ouvertes, les produits et déchets entrant et sortant du site sont couverts d'une bâche ou d'un filet</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté son « Plan de surveillance des poussières ». Celui-ci identifie les sources et propose certaines mesures d'atténuation, ainsi que le relevé des derniers relevés mensuels effectués en juin-juillet 2020, septembre 2020 et mars 2023. Un système d'arrosage par aspersion est utilisé sur la périphérie des tas de mâchefer.  S'il ne dispose pas de laveur de roues, il a été constaté que le sens de circulation des camions sortant les conduit à utiliser la plate-forme voisine de Perrier TP, avant que les camions ne sortent sur la voirie publique. La plate-forme logistique PERRIER TP joue le rôle d'espace tampon, elle reçoit une partie des poussières transportées par les roues en sortie de site, avant que les camions n'arrivent sur la voie publique. Lors de la présente visite, par temps sec, il n'a pas été constaté visuellement de traces de camions sur cette plate-forme.  Les camions sont bâchés en entrée et sortie de site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Registre des exutoires de valorisation de la grave de mâchefer**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 11
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un registre de sortie, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de matériau routier quittant l'installation : - le nom, l'adresse postale et le numéro SIRET de l'installation de traitement thermique de déchets non dangereux qui a produit les lots périodiques ayant servi à l'élaboration des différents matériaux alternatifs entrant dans la composition du matériau routier ; - le nom, l'adresse postale et, le cas échéant, le numéro SIRET du maître d'ouvrage des travaux routiers ; - le nom, l'adresse postale et le numéro SIRET de l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers ; - le nom, l'adresse postale et le numéro SIREN des transporteurs, si le transport n'est pas effectué par l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers ; - la référence des lots périodiques ayant servi à l'élaboration des différents matériaux alternatifs entrant dans la composition du matériau routier ; - la quantité de matériau routier quittant l'installation ; - la date de sortie de l'installation ; - l'usage routier effectif ; - le libellé et les coordonnées GPS du chantier routier. Ce registre est conservé pendant au moins dix ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Une procédure d'assurance de la qualité liant l'exploitant, l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers et le transporteur est établie à l'initiative de l'exploitant et tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b> Un fichier excel interne tient lieu de registre de suivi de chaque lot mensuel. L'exploitant ne dispose pas instantanément du niveau de détail requis par chantier, puisque la commercialisation de la grave de mâchefer est faite par SUEZ. De 15 000 à 20 000 t / an doivent être valorisés hors du site CMSE, sur des chantiers routiers.</p> <p>L'Inspection a demandé lors de la visite à recevoir sous 8 jours le détail d'un chantier TP choisi de façon aléatoire : celui de PERRIER TP sur la commune de Navour sur Grosne (71), pour un transfert en octobre 2022 pour 2938 t enlevées en 6 jours. D'après les éléments reçus par courriel le 28 juin 2023, il s'agit d'un chantier lié au passage à 2 x 2 voies de la RCEA / N79 et sous maîtrise d'ouvrage de la DREAL Bourgogne-Franche Comté.</p> <p>La qualité environnementale du mâchefer est analysée après la phase d'élaboration. Le lot de juillet 2021, dénommé NEO 21-07, analysé en novembre 2021, est réputé de qualité V2, compatible avec le chantier d'utilisation. La qualité géotechnique de ce lot est quant à elle analysée en juin 2022.</p> <p>Une fiche récapitulative est signée le 20/10/2022. Puis entre le 24 et le 28 octobre 2022, ce lot est acheminé sur le chantier de Navour sur Grosne (71).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 5 : Fiche environnementale de la grave de mâchefer sortante**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 11
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Avant la livraison sur le chantier routier ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même matériau routier, l'exploitant fournit à l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers une fiche de données environnementales indiquant : <ul style="list-style-type: none"><li>- les usages routiers autorisés compte tenu des caractéristiques environnementales du matériau routier et des matériaux alternatifs entrant dans sa composition ;</li><li>- les limitations d'usage liées à l'environnement immédiat de l'ouvrage routier ainsi que celles liées à la mise en œuvre du matériau routier. Sont annexés à cette fiche les résultats de l'étude du comportement à la lixiviation et l'évaluation de la teneur intrinsèque en éléments polluants mentionnées à l'article 4.</li></ul>
<b>Constats :</b> En lien avec le constat précédent, il a été demandé lors de la visite la transmission des documents de traçabilité d'un chantier choisi de façon aléatoire.  La fiche environnementale a été transmise le 28/06/2023 et n'appelle pas de commentaires particuliers.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Système de management environnemental

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, conformité IED
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) approprié comprenant tous les éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Engagement, initiative et responsabilité de la direction, y compris de l'encadrement supérieur, en ce qui concerne la mise en œuvre d'un SME efficace ;</li> <li>2. Analyse visant notamment à déterminer le contexte dans lequel s'insère l'organisation, à recenser les besoins et les attentes des parties intéressées, à mettre en évidence les caractéristiques de l'installation qui sont associées à d'éventuels risques pour l'environnement (ou la santé humaine), ainsi qu'à déterminer les exigences légales applicables en matière d'environnement ;</li> <li>3. Définition d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ;</li> <li>4. Définition d'objectifs et d'indicateurs de performance pour les aspects environnementaux importants, y compris pour garantir le respect des exigences légales applicables ;</li> <li>5. Planification et mise en œuvre des procédures et actions nécessaires (y compris les actions correctives et, si nécessaire, préventives) pour atteindre les objectifs environnementaux et éviter les risques environnementaux ;</li> <li>6. Détermination des structures, des rôles et des responsabilités en ce qui concerne les aspects et objectifs environnementaux et la mise à disposition des ressources financières et humaines nécessaires ;</li> <li>7. Garantir (par exemple, par l'information et la formation) la compétence et la sensibilisation requises du personnel dont le travail est susceptible d'avoir une incidence sur les performances environnementales de l'installation (...)</li> </ol> <p><i>Note : cet article comprend 28 points.</i></p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant indique être intégré dans une structure de management relevant de l'entité CMSE dans le sud-est de la France, qui rassemble 57 sites rattachés à cette entité, la plupart étant des carrières. Le site de St-Priest est le seul parmi ces 57 sites à exercer cette activité de traitement de mâchefers.</p> <p>L'exploitant est informé de la nécessité de formaliser un SME au plus tard le 3/12/2023, à une échelle adaptée aux enjeux particuliers du site CMSE de Saint-Priest.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Modernisation du site « IED » -Eaux**

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 6.3

Thème(s) : Risques chroniques, eaux

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Traitement des eaux dues à l'épuration des fumées ou au stockage et au traitement des scories et des mâchefers. L'exploitant applique une combinaison appropriée des techniques indiquées ci-dessous :

Traitement physico-chimique		
e.	Adsorption sur charbon actif	Composés organiques, y compris PCDD/PCDF, mercure
f.	Précipitation	Métaux/métalloïdes et sulfates dissous
g.	Oxydation	Sulfures, sulfites, composés organiques
h.	Échange d'ions	Métaux/métalloïdes dissous
i.	Stripage	Polluants purgeables (ammoniac/ammonium, par exemple)
j.	Osmose inverse	Ammoniac/ammonium, métaux/métalloïdes, sulfates, chlorures, composés organiques
Élimination finale des matières solides		
k.	Coagulation et floculation	Matières en suspension, particules de métaux/métalloïdes
l.	Sédimentation	
m.	Filtration	
n.	Flottation	

Constats : La plate-forme a été conçue en 1997 avec un point haut situé en son centre. Les eaux de ruissellement rejoignent gravitairement des canalisations situées en périphérie du site, puis passent dans le débourbeur-déshuileur et le point de rejet situé en pointe nord de la plate-forme. Le rejet se fait vers la STEP de St-Fons.

L'exploitant est informé de l'échéance IED du 3/12/2023 pour mettre en place un système de décantation avant rejet ou tout autre système capable d'atteindre le niveau d'épuration requis avant rejet.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

**N° 8 : Fréquence de contrôle rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.3 B
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> PH, conductivité, COT, MEST, Pb, Azote ammoniacal, Chlorures, sulfates : 1 fois par mois. PCDD/PCDF tous les 6 mois
<b>Constats :</b> L'exploitant est informé de la nécessité de passer à un rythme mensuel au plus tard le 3/12/2023 et un rythme bi-annuel pour les PCDD/PCDF, à la même échéance. L'Arrêté préfectoral de 1997 prévoyait quant à lui un rythme annuel.  Le futur système de décantation préalable au rejet, devrait permettre d'établir un prélèvement s'affranchissant pour tout ou partie de la pluie (ruissellement) au moment du prélèvement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Emissions dans l'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> « Que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaires respectent les valeurs limites suivantes » : MES 30 mg/l COT 40 Pb 0,06 Azote ammoniacal (NH4-N) 30 Sulfates (SO42-) 1000
<b>Constats :</b> L'exploitant est informé de la nécessité d'atteindre ces nouvelles VLE au plus tard le 3/12/2023, sauf à démontrer en lien avec la STEP de St Fons que celle-ci peut garantir des % d'abattement permettant de fixer dans l'arrêté ICPE du site des VLE plus hautes que celles exigées par la réglementation IED.  L'Inspection examinera les propositions de l'exploitant, attendues d'ici fin septembre 2023. Dans tous les cas, il est attendu de l'exploitant sur son site, un fort taux d'abattement des matières en suspension grâce à la mise en place d'un système de décantation ou équivalent, préalablement au rejet vers la STEP de St Fons.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 5.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, poussières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>le site doit mettre en œuvre plusieurs des techniques suivantes : Limitation de la hauteur de déchargement Adaptation — automatique si possible — de la hauteur de déchargement à la hauteur variable du tas (par exemple, au moyen de bandes transporteuses réglables en hauteur). Protection des tas contre les vents dominants : Protection des zones de stockage en vrac ou des tas au moyen de systèmes de couverture ou de pare-vents tels que des écrans, des murs ou des plantations verticales, ainsi que par une orientation correcte des piles par rapport au vent dominant. Utilisation de pulvérisateurs d'eau : Installation de systèmes de pulvérisation d'eau au niveau des principales sources d'émissions diffuses de poussières. L'humidification des particules de poussière facilite leur agglomération et leur sédimentation. La réduction des émissions diffuses de poussières est obtenue en veillant à l'humidification appropriée des points de chargement et de déchargement, ou des piles elles-mêmes. Optimisation de la teneur en eau : Optimisation du taux d'humidité des scories/mâchefers de façon à permettre une récupération efficace des métaux et des matières minérales tout en réduisant au minimum le dégagement de poussières.</p>
<p><b>Constats :</b> Les installations de tri et l'entreposage en tas se font à ciel ouvert, sans émission canalisée. L'exploitant veille à conserver un taux d'humidité de 12 à 15 %, qui correspond au taux constaté à l'arrivée des mâchefers sur le site. L'exploitant utilise de l'eau de forage (environ 1000 m<sup>3</sup> / an) afin d'abaisser l'empoussièrement et-ou maintenir le degré d'humidité des tas de mâchefers. Une réserve aérienne de 20 m<sup>3</sup> sert de stock-tampon d'eau.</p> <p>Pour limiter les émissions diffuses créées par le vent sur les tas, l'exploitant utilise des buses d'aspersion réparties en périphérie de site et activées pendant les heures ouvrées, selon les conditions d'ensoleillement, de vent. L'exploitant a fixé une procédure interne pour ne pas dépasser les 6 m de hauteur de tas.</p> <p>S'agissant des phases actives de tri du mâchefer, des systèmes de brumisation sont utilisés le cas échéant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet